

Mémoire du communisme

Une construction très politique

Mélancolie ou rejet ?

Máté Zombory

[Collegium de Lyon, 2015-2016]

Chercheur à l'Institut de sociologie de l'Académie des Sciences de Hongrie, à Budapest, Máté Zombory s'intéresse aux problématiques de mémoire suite à la restructuration géopolitique déclenchée par la fin de l'ordre mondial bipolaire. Son travail éclaire les particularités des normes actuellement dominantes sur les représentations de ce passé, basées sur la mémoire collective de la Shoah et celle du communisme, ainsi que la politique de mémoire des acteurs étatiques et non-étatiques. Il est notamment l'auteur de *Maps of remembrance : Space, belongings and politics of memory in Eastern Europe*.

COMMÉMORER LE COMMUNISME - OUBLIER L'HISTOIRE ?

Que reste-t-il du communisme dans l'esprit des peuples d'Europe de l'Est ? Question difficile. À ma connaissance, il n'existe pas d'enquête exhaustive – couvrant tous les anciens pays socialistes de la région – qui pourrait fournir des informations à ce sujet. Je n'échapperai pas pour autant à cette question, intéressante et d'actualité, car celle-ci en dit long sur la façon dont le communisme est couramment abordé aujourd'hui sur le continent européen. Elle sous-tend deux présupposés : le premier est que le problème du communisme est une question de mémoire, le second est qu'il concerne les anciens pays socialistes, donc que le communisme est oriental. L'histoire continentale du discours politique sur le communisme explique ces *a priori*.

Les origines de la forme actuellement dominante de la politique européenne remontent aux années 1970, décennie qui, à bien des égards, a mis fin à l'ordre politique d'après-guerre. L'affaiblissement de l'ordre étatique en raison des processus complexes de décolonisation, de mondialisation et du capitalisme moderne tardif, a fait que les luttes politiques ont débordé du cadre des institutions étatiques. Les revendications politiques, de plus en plus énoncées dans l'environnement médiatisé de la communication de masse, se sont progressivement détachées des groupes sociaux, une circonstance qui a accru le rôle des luttes de pouvoir symboliques, comme les politiques de mémoire.

En même temps, **l'ensemble du monde occidental a connu une transformation radicale de la conscience historique : à « l'ère de la commémoration », il n'a plus trouvé son orientation morale dans un modèle de « bonne vie » à atteindre dans l'avenir, mais dans le modèle négatif du « Mal absolu » du passé.** Les années 1970 ont vu s'entremêler deux évolutions historiques profondes : la montée du discours des droits humains et la construction d'une mémoire déterritorialisée de l'Holocauste comme symbole universel du Mal, point de référence contemporain du jugement moral, détaché de son contexte historique et géographique. Dès lors, toute référence à une transformation



Les pays post-communistes se sont positionnés comme des nations déjà européennes qui, par un accident de l'Histoire, avaient été par le passé retranchées en dehors de la civilisation.

sociale nécessaire se retrouvait considérée comme une cause absurde, et voire illégitime, de souffrance humaine. Du côté de l'Europe de l'Est, durant les années 1970, on n'observait ni ce « boom de la mémoire », ni la culture de la mémoire de l'Holocauste.

La question du communisme n'a été soulevée

que deux décennies plus tard, dans le contexte de la restructuration géopolitique européenne déclenchée par l'effondrement du bloc de l'Est. Les pays d'Europe de l'Ouest et les institutions supranationales, en premier lieu l'Union européenne, ont réagi à la dissolution de l'ordre moral et politique international par l'europanisation de la mémoire de l'Holocauste. Le mythe fondateur de l'Europe a été réécrit et les valeurs fondamentales de « l'europanité » ont été promues via la commémoration du génocide perpétré contre les juifs, mis en avant comme une expérience historique européenne à la portée universelle. L'ordre moral articulé par la commémoration de l'Holocauste est devenu la norme de civilisation imposée par la politique internationale de l'Europe, tant dans le processus d'élargissement que dans sa vocation à maintenir des droits universels du genre humain à travers le monde. Pour les Européens, l'élargissement de l'UE est apparu comme un processus d'intégration par lequel la civilisation du continent se réunissait conformément à ses valeurs supposément universelles, exprimées en un récit de mémoire commune du passé. Il s'ensuit que **les normes de la conscience historique européenne ont été prescrites comme critères d'adhésion pour les pays associés, comme preuve de leur engagement démocratique.** Dans l'imagerie politique des années 1990, la dissolution du bloc de l'Est a été conçue comme une « transition de la dictature à la démocratie », un processus téléologique conduisant à la mise en place à grande échelle d'un système politique et économique de type occidental. Etant donné que toute alternative au libéralisme politique et au capitalisme était inimaginable des deux côtés du processus d'élargissement, le rôle de la politique symbolique s'est accru dans l'arène politique. Les pays post-communistes se sont positionnés comme étant « de retour en Europe », comme des nations déjà européennes qui, par un accident de l'Histoire, avaient été par le passé retranchées en dehors de la civilisation. Jusqu'à la fin des années 1990, il n'y avait pas

de « mémoire du communisme » dans les anciens pays de l'Est : ce qui était cultivé, c'était la lutte héroïque de la nation contre l'opresseur étranger. Mais dans le cadre du processus d'élargissement, les anciens pays communistes ont été confrontés à une attente : effectuer un travail de mémoire, en particulier concernant leur implication dans l'Holocauste. **Pour ces pays, l'élément central de la légitimité politique, de part et d'autre du spectre politique dans les pays d'Europe de l'Est, était l'anticommunisme, qui, dans le nouvel ordre normatif européen en développement, s'est transformé en un problème de mémoire à intégrer dans un récit commun capable d'apporter de la solidarité dans la communauté politique.** Dans les pays associés au processus d'élargissement, le discours principal était : « nous avons vécu à la fois le nazisme et le communisme », ce qui, formulé dans le vocabulaire européen, est devenu « nous, en tant que victimes, avons subi des violations des droits humains sous deux régimes totalitaires ». En se référant aux normes et valeurs européennes de la politique, selon lesquelles la dignité humaine des victimes doit être restaurée par une commémoration appropriée, les dirigeants d'Europe de l'Est ont souligné que « l'Occident » appliquait deux poids, deux mesures en refusant la même reconnaissance aux victimes du communisme que celle accordée aux victimes du nazisme. Bien que fondé sur des normes européennes légitimes, cet argument a été critiqué car il réduit la réalité historique des socialismes existants à des dictatures homogènes caractérisées uniquement par la terreur, le crime et l'oppression. L'UE a malgré tout canonisé cette image du communisme comme constitutive du patrimoine historique européen, aux côtés d'autres traumatismes du XX^e siècle.

La mémoire du communisme telle qu'elle est officiellement cultivée aujourd'hui est le résultat des luttes de l'après-guerre froide pour la définition de l'Europe. Elles ont produit un sens particulier du communisme : un sens anti-communiste, qui apparaît comme une mémoire – appartenant au passé – et comme espace géographique spécifique – appartenant à l'Est non civilisé de l'Europe. **En tant que ressource symbolique dans les luttes politiques, l'« expérience historique du communisme » en Europe de l'Est a constitué une différence légitime par rapport à l'universalité de la mémoire de l'Holocauste européen. Depuis que les deux parties dans le processus d'élargissement ont respectivement pris les positions de l'Est et de l'Ouest, la fracture civilisationnelle de la guerre froide a été reproduite sous une nouvelle forme.** Loin d'être la conséquence de différents héritages historiques, la division Est-Ouest du paysage politique européen est le résultat d'une lutte inégale pour les principes légitimes de reconnaissance et de différence.

Pour aller plus loin

Retrouvez l'interview de Máté Zombory, ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

Natalya Kosmarskaya

[IEA de Paris, 2014-2015]

WHO REMEMBERS THE SOVIET PAST IN CENTRAL ASIA, AND WHY?

(Re)interpretation of life under late socialism by residents of the post-Soviet states and the growth (mainly since the early 2000s) of people's interest toward that period is an intriguing theme of research. Even in the Baltic countries where memories of the Soviet time are stigmatized and banned from the public domain, recent research testifies to the fact that many people, including members of titular groups, speak positively about the late socialism in their respective countries. My own research conducted between 2007 and 2014 in the four cities of Uzbekistan and Kyrgyzstan confirms this.

One of the main research questions is **Why** — what are the reasons behind outbreak of fondness for the (Soviet) past. Widespread explanation saying that people seek refuge in the past when they are not fully satisfied with their present, seems to be too generalized and falling within a category of “commonplace mode of thinking”. We thus need to add question-words “**What**” (what elements of the past are most cherished) and “**Who**” (who are those — let them be individuals, communities, ethnic/cultural/professional groups, etc.) who remember these very “elements”.

Natalya Kosmarskaya

Natalya Kosmarskaya est chercheuse senior au Centre d'Etudes Eurasiennes, Institut d'Études Orientales de l'Académie des Sciences Russes (Moscou). Ses publications portent sur les changements des identités ethniques/sociales et la formation des diasporas dans le contexte post-soviétique, les conflits intra-ethniques après la chute du communisme, les relations communautaires et les frontières ethno-culturelles dans les villes post-soviétiques, et plus généralement, la question de l'intégration des communautés immigrées dans différents milieux ethniques et sociaux.

The case-study on the city of Ferghana (Uzbekistan) raises important issue of discrepancy/contradiction/conflict between institutionalized, state-sanctioned “places to remember” (this complex of ideas has been elaborated by French historian Pierre Nora under the rubric of “sites of memory”, “*les lieux de mémoire*”), and the so called “grass-root sites of memory” — memory which may awaken on the individual/group level in opposition or as parallel to the symbols, markers, sites, etc. proposed/imposed by the state.

It is worth noting here that **massive re-symbolization of the city space in the post-Soviet countries (toponymic changes, destruction/removal of monuments, reshaping of museum expositions, etc.) has become one of tangible manifestations of a “radical turn” in historical/political attachments of the new “nationalizing” elites.** Struggle for a street-name or monument is in fact a struggle for a symbolic “rule over a city” or some part of it. In the post-Soviet period one might expect a divergence of opinion between Russians (in a broad sense) and the titular populations in regard to changes in this sensitive domain.

However, empirical research does not support these trends and testifies to a widespread indifference of both groups of city-residents towards new “state-sanctioned” symbols — probably, because “idols” of a previous epoch whom all of us were supposed to prey, together with the “new” ones, are associated with ideological pressures of communist regime and are rejected on this ground as objects of respect and/or emotions.

If so, might this function be passed to any other elements of a city landscape bearing some other meanings in the minds of ordinary people?

In the city of Ferghana many symbolic markers of the city space which could serve as appealing “sites of memory, did not evoke any expected feelings. Alternatively, not a few respondents, old city-residents of different ethnic origin, told a lot, with nostalgic smiles, about... a *gastronom* (food shop) of the Soviet times. This building which no longer exists, due to its central location and its function — to supply the city population with many kinds of “deficit” goods, for many years was, together with adjacent



Kosmarskaya2018©CDeleury

small park, a main city meeting-point of people with shared biographies, views, hobbies, etc. Judging by these recollections, *gastronom* might really be a site where, in the words of Pierre Nora, “cultural memory crystallizes and secretes itself”. This memory is about the past which is now an “imagined meeting point” of very different people belonging to a vast community of Ferghana intelligentsia, having been consolidated not so much by formal professional backgrounds, but mainly by cultural orientations values, and urban lifestyle.

Using this example of a «localized memory», it can be suggested that in the post-Soviet context cultural memory “crystallizes itself” as possibly peculiar de-ideologized objects. They perform — on a level of small urban communities, a function of rejected, forgotten or re-evaluated “sites of memory” symbolic value of which was largely acquired in the previous epoch through patronage of a state.

The case-study of Bishkek (capital of Kirghizistan) focuses on a city which has tried, since the late 1980s, to withstand pressures of waves of internal migration, mainly from the depressive rural regions. Due to the ongoing “battle for the city” not only the most widely used public spaces (squares, parks, marketplaces, etc.), but the city as a whole turned,

for migrants and old residents, into a huge “contested space”. Migrants whose appearance in the city was largely associated by the old residents with recent socio-political turmoil (“revolutions”, self-seizures of land, appearance of new ugly settlements around the city, and general de-modernisation of urban space), have been taken as unwanted others, whose hopes to belong to the city were seen as ungrounded.

Under these conditions, **an appeal to the “Soviet past” turns out to be an important resource of self-affirmation for the “old residents”**. An “affectionate nostalgia” for Soviet times emerged through the respondents’ (Kyrgyz and Russian) descriptions of the city. Firstly this is seen in an appeal for the image of “our (my) wonderful Frunze (former name of Bishkek)”, which operated on an ideological, consumer and aesthetics level. Secondly, “Soviet” becomes a synonym for the norms and rules of the globalized industrial urban order. Thirdly, “old residents” demonstrated a sense of fatigue in relation to the uncontrolled nature of contemporary market processes, where a weak state, here the local administration, is unable to impose “law and order.”

The appeal to a “wonderful Frunze” as an ideal image may be one of the examples of the so called de-localized memory — turn to the past “as a whole” provoked by dissatisfaction with the present life “as a whole” in a particular socio-political context.

Pour aller plus loin

Retrouvez l’article de Natalya Kosmarskaya ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

4 instituts d’études avancées

en réseau

IMéRA, IEA d’Aix-Marseille
Collegium de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale

Olivier Bouin
Philippe Rousselot



Contactez-nous!

Fondation RFIEA
Julien Ténédos
Aurélien Louchart
contact@rfiea.fr
01 40 48 65 57



rfiea.fr

54 bd Raspail
75006 Paris

CONFÉRENCE

Pour célébrer la circulation des idées entre les pays et les cultures, les disciplines et les générations, chaque année la Nuit des idées, organisée par l’Institut français, réunit au même moment sur les cinq continents des intervenants de divers horizons pour débattre et partager l’actualité des savoirs. L’IEA de Paris participe à l’événement avec une conférence menée par ses résidents sur le thème « Musique, imagination et émotions ». **Julien Chauvin** explorera l’imagination dans le répertoire haydnien, **Catherine Bradley** la créativité musicale dans le Paris médiéval, et **Morten Kringsbach** s’intéressera aux mécanismes cérébraux permettant l’apparition du plaisir lors de l’écoute de musique.

Le 25 janvier à 20h
IEA de Paris
17 quai d’Anjou, 75004 Paris



des meilleures spécialistes de Marivaux, Françoise Rubellin succédera à **Samuel Jubé** à compter du 1er août 2018. Elle est actuellement présidente du Pont supérieur, un pôle d’enseignement qui accompagne les artistes du spectacle vivant vers les métiers d’interprètes et de pédagogues dans les disciplines de la danse, de la musique et du théâtre en Bretagne/Pays de Loire.

NOMINATION

Le conseil d’administration de l’IEA de Nantes, présidé par la maire de Nantes Johanna Rolland, a nommé **Françoise Rubellin** à la direction de l’Institut. Professeur de littérature française à l’université de Nantes et l’une

SÉMINAIRE

Quelles perturbations productives génèrent les collaborations entre les chercheurs en sciences humaines et les artistes dans le domaine du numérique ? Telle est la question à laquelle l’IMéRA cherche à répondre avec un séminaire se déclinant en plusieurs conférences au fil de l’année. Celle de janvier est dédiée au post-cinéma et à l’anthropologie. **Krista Lynes**, chercheuse en communication et résidente 2017-2018 de l’IMéRA, y analysera les questions épistémologique et éthique liées à l’indexicalité des images-médias. Ses confrères **Jeff Daniel Silva**, **Pascal Cesaro** et **Pierre Fournier** interviendront quant à eux sur la recherche visuelle et le cinéma anthropologique et sur le lien documentaire-sociologie de terrain.

Le 31 janvier à 10h
IMéRA
2 place le Verrier, 13004 Marseille